

LES TRANSFORMATIONS DU NORD-EST PARISIEN

Le rôle des acteurs non-institutionnels dans l'aménagement urbain.

Directeur de thèse : Alessia de Biase

Laboratoire d'accueil : Laboratoire Architecture Anthropologie – Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement

Ecole doctorale : Milieux, Cultures et Sociétés du Passé et du Présent, Université Paris Ouest Nanterre la Défense

Discipline : aménagement et urbanisme

Année de thèse : 4^{ème} année

Mots-clés : participation, actions collectives, citoyenneté, institutionnalisation, politiques urbaines, démocratie, ethnographie, urbanisme

Objet et hypothèse

L'objet de la recherche est un phénomène changeant qui relie plusieurs mouvements dans les champs à la fois des politiques urbaines et des initiatives d'appropriation "par le bas" de la ville. Son analyse se base sur un observation des pratiques des acteurs *non-institutionnels* de la transformation urbaine : cette définition n'est pas conçue comme analytique mais descriptive et se veut donc expressément porteuse de contradictions. Le questionnement de l'enquête est donc autour des actions collectives citoyennes vouées à la transformation de l'espace urbain et de leur relation avec l'aménagement officiel du territoire. L'hypothèse de cette recherche est que ces dynamiques, qui sont souvent considérées par rapport à leur degré d'inclusion dans la décision politique, nous parlent, en effet, de la naissance de dispositifs de normalisation des conflits qui peuvent s'exprimer tant dans le pouvoir « constitué » que dans les pratiques de la société elle-même. Ces dispositifs de pouvoir, au sens foucauldien du terme, naissent des contradictions créées par la relation entre politiques urbaines et gestion démocratique du territoire.

Terrain

Le nord-est parisien est pris comme territoire emblématique des ces processus. Il s'agit en effet d'un morceau de périphérie qui se trouve, depuis vingt ans, dans un statut d'entre-deux par rapport au centre et un espace où la transformation urbaine trouve son laboratoire privilégié entre grands projets de rénovation urbaine et futurs pôles de développement territorial. Ce terrain est considéré aussi en tant que lieu qui a fait naître une large série de contestations urbaines, qui ont trouvé ici un milieu politique prêt à en absorber le potentiel. Jardins partagés, squats d'artistes, comités d'habitants... cette enquête de terrain fait une instantanée des lieux et des actions de production citoyenne de la ville entre 2010 et 2013 sur une portion de territoire qui relève administrativement à la fois de Paris et de la Seine-Saint-Denis.

Problématique et conclusions visées

Quelles sont les pratiques de participation à l'aménagement du territoire aujourd'hui ? Quels sont les dispositifs qui agissent au nom et au service de la « parole habitante » ? Le panel des acteurs est large, mais leurs objectifs et pratiques se croisent autour de trois formes de négociation principales : sur l'usage de l'espace, sur la décision politique et sur la formulation du projet urbain et architecturale. Ces négociations impliquent aussi différents types de stratégies d'action. Cette thèse ne souhaite pas formuler une analyse et une catégorisation des acteurs présents sur le territoire, mais plutôt donner une vision globale des réseaux de ces acteurs et des enjeux de transformation qu'ils soulèvent. La question très large de la contestation urbaine dans le contexte de la ville contemporaine post-globale sera abordée en interrogeant deux aspects fondamentaux : d'un côté le cadre politique qui explique les processus de reconnaissance institutionnelle à travers différentes visions du rôle du citoyen dans la démocratie, et le cadre du projet urbain en tant que débat autour d'un modèle qui sous-entend une idéologie sociale.

Le contexte théorique de la recherche est celui de la naissance de la notion de participation dans la transformation urbaine. Cette notion fait référence à un terrain dont les limites vont au-delà de Paris et de la France, mais qui en France vit une évolution qui met en lumière ses controverses les plus marquantes.

En dépliant ces contradictions, l'analyse vise à interroger la vision du rôle que le citoyen occupe dans l'évolution des politiques urbaines contemporaines et des pratiques de l'« urbanisme humaniste ». Il s'agit donc de questionner le rôle de la catégorie d'« habitant » en tant que sujet privilégié de dispositifs qui ont tendance à priver le citoyen de son pouvoir contextuel et sociale.